



# Inde : le nationalisme hindou au pouvoir

Jean-Luc Racine

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2020/1 Printemps**, PAGES 105 À 120  
ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9791037301031

DOI 10.3917/pe.201.0105

Date de mise en ligne : 11/03/2020

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2020-1-page-105?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...  
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.**

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.





## Inde : le nationalisme hindou au pouvoir

Par **Jean-Luc Racine**

**Jean-Luc Racine** est directeur de recherche émérite au CNRS (Centre d'études de l'Inde et de l'Asie du Sud, École des hautes études en sciences sociales, EHESS) et chercheur senior à Asia Centre, Paris.

Le BJP (Parti du peuple indien) a vu son succès électoral de 2019 comme un appui à sa ligne du nationalisme hindou. D'où les décisions sur le Cachemire, sur Ayodhya, et la loi sur les réfugiés non musulmans. Cette dernière a déclenché dans le pays un vaste mouvement de protestation, même si les échos internationaux ont été plus modérés. Le pouvoir doit désormais choisir entre le repli tactique ou une véritable révolution culturelle, qui viendrait s'inscrire dans l'ensemble des tentations nationalistes actuelles.

politique étrangère

En Inde, depuis le début du second mandat de Narendra Modi en mai 2019, la frénésie réformatrice est manifeste. Elle est portée par une idéologie, le nationalisme hindou, et semble considérer que l'heure est venue d'en satisfaire les aspirations formulées voici bientôt un siècle. Au-delà de la quête de croissance, de la course à la puissance, de la consolidation de la base électorale, il s'agit d'instaurer, dans les discours et dans les actes, sinon pour l'heure dans la Constitution, un nouveau paradigme pour clore la page de l'héritage des années Nehru, et construire un avenir prospère, en faisant de l'Inde la troisième économie mondiale en 2030, « tout en conservant (ses) racines civilisationnelles »<sup>1</sup> : une manière de révolution culturelle remodelant la nation indienne, et colorant aussi certaines facettes de sa politique étrangère.

Après deux succès emblématiques obtenus non sans dextérité manœuvrière en août et en novembre 2019, le gouvernement s'est heurté en décembre à un puissant mouvement de contestation, dont l'avenir décidera du sort de la « nouvelle Inde » célébrée par le pouvoir et par ses partisans.

---

1. BJP, *Sankalp Patra*, Programme pour les élections générales, 2019, p. 9.

## Le nationalisme hindou : idéologie et pouvoir

Ce qu'on appelle « nationalisme hindou » est une idéologie dont les principes ont été exposés dans un ouvrage de 1923 de Vinayak Damodar Savarkar : *Essentials of Hindutva*, rebaptisé ensuite *Hindutva. Who is a Hindu?* Pour Savarkar, au-delà des rites des diverses écoles de l'hindouisme, compte d'abord la double affiliation qui unit tous ceux qui voient dans la terre indienne à la fois la patrie et la Terre sainte des hindous. La loyauté envers ces deux affiliations définit un nationalisme inséparable de l'*hindutva*, l'hindouïté, qui « embrasse tous les départements de la pensée et de l'activité de l'Être total qu'est notre race hindoue »<sup>2</sup>.

Au-delà de la religion, l'hindouïté de Savarkar se fonde sur l'appartenance à une culture qui se dit issue en droite ligne des temps védiques : le sang et le sacré la définissent, et la distinguent du reste du monde, comme ils la distinguent non des autres religions nées sur la terre indienne (bouddhisme, jainisme, sikhisme), mais des religions « importées », christianisme et islam, dont la plupart des fidèles, convertis, ont hérité du sang de leurs ancêtres hindous, mais se sont détachés, par leurs nouvelles croyances, de la « civilisation hindoue »<sup>3</sup>. Ils peuvent continuer à respecter les injonctions de caste, mais l'Inde n'est plus leur Terre sainte.

Deux ans après la publication d'*Hindutva*, était fondée l'Association des volontaires de la nation (Rashtriya Swayamsevak Sangh – RSS), qui reste la matrice idéologique et organisationnelle de la grande famille des mouvements portés par cette idéologie, le Sangh Parivar, dont le Bharatiya Janata Party (BJP) – Parti du peuple de Bharat, nom sanscrit de l'Inde – est le bras politique, aux côtés de multiples organisations militantes, telle la Vishva Hindu Parishad, mais aussi syndicales, féminines, éducatives, etc. Le RSS, qui entend labourer le champ social et idéologique, et ainsi façonner « des patriotes », quadrille le pays par plus de 55 000 antennes, les *sakhas*, encadrant des militants en uniforme lors des défilés publics. Comme beaucoup de leaders du BJP, Narendra Modi a, avant d'entrer en politique, d'abord été un responsable régional du RSS.

Contrairement au gouvernement BJP au pouvoir de 1998 à 2004, le gouvernement Modi jouit depuis 2014 d'une marge de manœuvre nouvelle, disposant de la majorité absolue à la chambre basse du Parlement, à défaut de l'avoir aussi à la chambre haute. Le parti a ensuite remporté de multiples victoires électorales dans les États : en mai 2018 il gouvernait (seul

2. V. D. Savarkar, *Hindutva. Who is a Hindu?*, New Delhi, Hindi Sahitya Sadan, 2009, p. 4.

3. *Ibid.*, pp. 100-101.

ou en coalition) 19 États sur 28. Le plus éclatant de ces succès fut obtenu en mars 2017 dans le plus peuplé des États indiens, l'Uttar Pradesh – 200 millions d'habitants –, où le BJP, avec 41 % des suffrages exprimés, remportait 325 sièges sur 403 : un triomphe qui balayait une opposition toujours puissante en voix, mais divisée. Un triomphe pour Modi lui-même, qui mit à la tête de l'Uttar Pradesh un religieux radical, Yogi Adityanath.

Ce double contexte national et régional favorisa l'activisme de milices hindoues portées par une vision « majoritarienne » de la société. Quelques thèmes emblématiques furent mis en avant, telle la lutte contre les couples dont les femmes hindoues ont succombé au « djihad de l'amour » mené par leur partenaire musulman visant à leur conversion ; ou la campagne de reconversion à l'hindouisme baptisée « retour à la maison », menée dans des quartiers musulmans ou chrétiens. Ce vigilantisme débridé tourna au tragique dans la lutte pour la protection de la vache – nombre d'États BJP ayant criminalisé son abattage –, qui a conduit au lynchage de centaines de personnes, musulmanes mais aussi dalits (catégories jadis appelées intouchables), faisant au moins 44 morts dans une douzaine d'États entre mai 2015 et décembre 2018<sup>4</sup>. Alors que des députés du BJP, voire des chefs de gouvernements d'État célébraient la protection de la vache et leur résolution de tout y sacrifier, le Premier ministre n'intervint que tardivement pour déplorer les violences.

## L'activisme des milices hindoues

Pour les critiques du régime, un changement de stratégie avait eu lieu. Les violences de masse antimusulmanes (avec un pic au Gujarat en 2002, Modi dirigeant alors cet État) attirent l'attention et font les gros titres. La nouvelle stratégie est plus « habile » : des victimes individuelles, dans différents États, relèvent quasiment de la routine dans une Inde qui a connu des massacres sous différents régimes. Mais au-delà d'une forme atténuée mais répétitive (« mille blessures plutôt qu'un grand cataclysme »), les activistes se proclamant « authentiques hindous » et authentiques Indiens déploient une vraie stratégie, souligne un intellectuel de renom : « Ces lynchages redéfinissent la citoyenneté. Le sens de ces violences ne tient pas à leur nombre [...]. Il est de répandre la peur qu'elles puissent avoir lieu n'importe où, n'importe quand. Cette violence a pour but d'établir le pouvoir de la majorité, et de redéfinir ce que cette majorité juge politiquement approprié : [...] montrer leur place aux minorités<sup>5</sup>. »

4. Human Rights Watch, « Violent Cow Protection in India. Vigilante Groups Attack Minorities », 2019, p. 1. Pour un tableau général des années 2014-2018, voir C. Jaffrelot, *L'Inde de Modi*, Paris, Fayard, 2019.  
5. Pratap Bhanu Mehta, « May the Silent Be Damned », *The Indian Express*, 27 juin 2017, disponible sur : <<https://indianexpress.com>>.

La latitude laissée aux initiatives d'une base violente a toutefois ses limites : pas plus que le gouvernement Vajpayee de 1998-2004, le gouvernement Modi-1 n'a appliqué les trois marqueurs identitaires affichés dans le programme du parti depuis des lustres : supprimer les derniers restes d'autonomie de l'État du Jammu et Cachemire, le seul État indien à majorité musulmane ; obtenir le feu vert pour la construction d'un temple monumental au dieu Ram à Ayodhya, dans la vallée du Gange, sur l'emplacement d'une mosquée moghole détruite par une foule de militants hindous menés par des leaders du BJP en 1992 ; établir un Code civil uniforme, pour éradiquer les spécificités accordées aux minorités religieuses en matière de droit privé. Confortés en mai 2019 par une victoire électorale d'une ampleur inattendue (37 % des suffrages, et plus de 300 députés sur 543), le Premier ministre Narendra Modi et Amit Shah, le stratège électoral et jusque-là président du BJP, devenu ministre de l'Intérieur, mirent les bouchées doubles.

### **Le statut diminué du Cachemire**

Amit Shah a présenté à la Chambre le 5 août un projet de loi modifiant drastiquement le statut du Cachemire. État princier, celui-ci avait été rattaché à l'Inde en 1947 par son maharajah menacé par les milices venues du Pakistan, sous réserve qu'une grande autonomie soit accordée à son État. La Constitution indienne de 1950, en son article 370, entérinait ce statut, tout en le déclarant provisoire. Au fil d'une histoire tourmentée, les marges d'autonomie du Cachemire avaient été réduites, mais l'article 370 restait emblématique de sa spécificité. En 1954, un décret présidentiel avait ajouté à la Constitution, à l'annexe I, l'article 35-a, précisant que seuls les « résidents permanents » du Cachemire pouvaient y devenir propriétaires immobiliers ou fonciers : une mesure jugée décisive pour préserver les équilibres ethno-démographiques dans l'État.

Le gouvernement Modi a décidé de supprimer ces deux articles 370 et 35-A, avec l'accord du Parlement indien, obtenu sans problème à la chambre basse, et obtenu à la chambre haute avec l'appui ou l'abstention de partis d'opposition. L'argumentaire du gouvernement, exposé par le Premier ministre, assénait un constat : « Les articles 370 et 35-a n'ont rien apporté que le sécessionnisme, le terrorisme, le népotisme et la corruption à grande échelle au Jammu et Cachemire. Ces deux articles ont été pour le Pakistan une arme pour enflammer les émotions de certains. » Dès lors, affirmait-il, la réforme permettra de mieux combattre le terrorisme ; le statut des femmes et des minorités tribales y gagnera en s'alignant sur les lois nationales ; l'attractivité économique et touristique du Cachemire sera relancée<sup>6</sup>.

6. « Prime Minister Narendra Modi's Address to the Nation », 8 août 2019, disponible sur : <[www.narendra.modi.in](http://www.narendra.modi.in)>.

Narendra Modi justifiait aussi le second volet de la réforme : la division de l'État du Jammu et Cachemire en deux entités devenant « Territoires de l'Union », statut amoindri sous contrôle accru du gouvernement central. Cette rétrogradation, inédite dans l'histoire de l'Inde indépendante, étant censée assurer « bonne gouvernance et développement ». À l'Est, le Ladakh devient territoire de l'Union sans assemblée : l'évolution satisfait une population bouddhiste et chiïte, les bouddhistes demandant de longue date la séparation d'avec le Jammu et Cachemire voisin. À l'ouest sont réunis, dans un Territoire de l'Union distinct avec son assemblée, la vallée de Srinagar, cœur historique et culturel du Cachemire, musulman à 96 %, berceau des séparatistes et des partis de gouvernement souhaitant préserver les marges d'autonomie, et le Jammu à majorité hindoue : un bastion BJP.

La décision, quoique validée par le Parlement indien, a soulevé de vives controverses, pour trois raisons. Les arguments du pouvoir sur les bienfaits de la réforme ne pouvaient masquer son objectif idéologique : ramener au lot commun le seul État à majorité musulmane du pays. Se posaient aussi des problèmes de constitutionnalité. En principe, le statut du Jammu et Cachemire ne pouvait être changé qu'après consultation du gouvernement de l'État et de son Assemblée. Or, dans un coup préparé de longue date, le BJP s'était retiré en juin 2018 d'une coalition improbable gouvernant le Cachemire sous leadership d'un parti cachemiri très sourcilieux sur le maintien des articles 370 et 35-a. Faute de perspectives politiques claires, le gouverneur de l'État, œil du pouvoir central et nommé par lui, avait dissous l'Assemblée. La « fêrule du gouverneur » avait été suivie six mois plus tard par celle du président de la République (un ancien élu BJP), qui l'avait renouvelée en juillet 2019. En d'autres termes, l'État du Jammu et Cachemire ne disposait ni d'un gouvernement ni d'une Assemblée pour se prononcer sur le projet de loi modifiant radicalement son statut. *De facto*, le gouverneur nommé se substituait à un gouvernement élu, et le Parlement national, avec 10 élus du Cachemire sur les 790 membres des deux chambres, se substituait à l'Assemblée propre à l'État<sup>7</sup>.

En troisième lieu, une chape de plomb s'abattait sur le Cachemire pour juguler toute protestation locale : présence militaire et policière accrue ; arrestation de centaines de personnes ; mise en résidence surveillée des leaders politiques, dont trois anciens chefs de gouvernement ; coupure d'Internet et de la téléphonie mobile. Des enquêtes d'associations indiennes

7. J.-L. Racine, « La question du Cachemire revisitée : droit, idéologie et (géo)politique », *JusPoliticum*, 4 octobre 2019, disponible sur : <http://blog.juspoliticum.com>.

ont montré les divergences entre discours officiels et ressenti local<sup>8</sup>, la question majeure étant de savoir si le mouvement séparatiste, plutôt affaibli début 2019, se réveillera dès qu'une certaine normalité reviendra, et quel sera l'avenir des partis cachemiris jouant le jeu électoral.

### **Ayodhya : deuxième victoire**

Saisie, la Cour suprême se bornait prudemment, en différents jugements, à rappeler le droit, et à demander de restaurer la normalité quotidienne au Cachemire, sans juger sur fond (l'abrogation de l'article 370).

Elle se distinguait en revanche le 9 novembre 2019, dans son jugement sur la question du site de la mosquée d'Ayodhya, détruite en 1992 par les militants du Sangh Parivar, arguant que cette mosquée, contestée de longue date, avait été établie sur le lieu de naissance du dieu Ram, incarnation de Vishnou. Un jugement de la Haute Cour d'Uttar Pradesh ayant été suspendu, il revenait à la Cour suprême de trancher. Reconnaisant que l'intrusion d'une idole de Ram dans la mosquée en 1949, et *a fortiori* sa destruction en 1992 étaient «une violation flagrante du droit», elle n'en attribua pas moins le site contesté à une association hindoue pour que, sous contrôle du gouvernement indien, le gigantesque temple à Ram annoncé de longue date dans les programmes du BJP puisse être construit, à charge d'offrir aux parties musulmanes, dans Ayodhya, un autre site pour reconstruire la mosquée.

Nombre de commentateurs se sont interrogés sur la légitimité de dire le droit en invoquant des croyances religieuses<sup>9</sup>. D'autres s'inquiétèrent pour l'avenir de l'Inde, considérant qu'il n'était pas bon pour le pays que «les principaux bénéficiaires du jugement de la Cour Suprême soient organiquement liés aux principaux accusés du crime de la démolition de la mosquée»<sup>10</sup>. Mais les associations musulmanes annoncèrent qu'elles ne feraient pas appel. Principale force d'opposition, le parti du Congrès respecta la décision de la Cour, appela à «l'esprit de fraternité», et considéra que le jugement mettait un terme «au jeu politique du BJP avec la foi du pays», la Cour ayant souligné que sa décision ne pouvait valoir pour les autres sites religieux contestés. Le Premier ministre, pour sa part, se réjouit

8. National Confederation of Human Rights Organisations, «Kashmir Caged: A Fact-Finding Report», NCHRO, 14 août 2019, disponible sur : <[www.nchro.org](http://www.nchro.org)> ; «Go Back To India and Cover Every Statue of Gandhi So that He Does Not Have to Face this Shame», *Sabrang India*, 14 octobre 2019, disponible sur : <[www.sabrangindia.in](http://www.sabrangindia.in)>.

9. «Supreme Court's Ayodhya Verdict Rests on a Glaring Contradiction», *The Wire*, 9 novembre 2019, disponible sur : <<https://thewire.in>>.

10. S. Varadarajan, «What the Supreme Court's Ayodhya Judgement Means for the Republic», *The Wire*, 9 novembre 2019, disponible sur : <<https://thewire.in>>.

que le verdict ait été accueilli par tous d'un « cœur ouvert, [...] témoignage de notre unité et du caractère de la nation »<sup>11</sup>. Le ministère des Affaires étrangères diffusa à l'étranger un aide-mémoire soulignant que le jugement unanime de la Cour était fondé « sur le droit et non sur la foi », l'Inde disposant d'une justice « fortement indépendante »<sup>12</sup>.

### **La question de la citoyenneté, et le retour inattendu de la société civile**

Après ces deux décisions historiques conduites avec maîtrise, le pouvoir aurait pu s'attaquer au troisième point emblématique de son programme : un Code civil uniforme. C'est un autre thème qu'il choisit, plus fondamental encore : celui de l'attribution et du contrôle de la citoyenneté.

La question avait été ouverte sous le premier mandat de Narendra Modi. Son gouvernement avait lancé, dans le Nord-Est de l'Inde, un long processus d'identification des migrants illégaux, pour beaucoup immigrés musulmans du Bangladesh. Le Sangh Parivar entretenait de longue date la crainte d'une « invasion » musulmane pouvant submerger le Nord-Est, et au-delà. En avril 2019, Amit Shah, alors président du BJP en campagne au Bengale occidental dirigé par une figure de l'opposition, avait qualifié ces migrants illégaux de « termites [...] mangeant le grain des pauvres et prenant leur emploi », et promis de les jeter dehors si le BJP était reconduit au pouvoir.

En Assam, où le BJP dirigeait un gouvernement de coalition depuis 2016, la campagne d'identification des citoyens indiens avait tourné au désastre : près de 2 millions de résidents (sur 31 millions) n'avaient pu prouver leur ascendance et leur légitime statut – dont de nombreux hindous. L'on parlait de reprendre l'exercice, et de l'étendre au-delà de l'Assam, voire à toute l'Inde, pour établir un Registre national des citoyens.

Une deuxième mesure avait été avancée dès le premier mandat, sans avoir pu être soumise à la chambre haute. Elle fut reprise après la victoire. Il s'agissait d'amender la loi sur la citoyenneté de 1955 en facilitant la naturalisation des réfugiés (illégaux inclus) hindous, bouddhistes, sikhs, jains et chrétiens issus de trois pays musulmans d'Asie du Sud : Pakistan, Bangladesh et Afghanistan. Le BJP, avec l'appui d'une dizaine d'élus extérieurs à sa coalition, fit approuver le projet de loi à la chambre haute le 11 décembre 2019, deux jours après le vote positif de la chambre basse.

11. « Ayodhya Verdict. Constitution Can Resolve Knotty Issues, Says Modi », *The Hindu*, 9 novembre 2019, disponible sur : <[www.thehindu.com](http://www.thehindu.com)>.

12. « Aide Memoire on Judgement by the Supreme Court of India on Babri Masjid-Ram Janmabhoomi Title Suit in India » Paris, Ambassade de l'Inde, 9 novembre 2019.

L'argumentaire gouvernemental était triple : la loi est humanitaire, au service des persécutés ; elle ne couvre pas les migrants musulmans illégaux, puisque les États musulmans ne sauraient persécuter leurs citoyens ; enfin, elle ne retire rien aux citoyens musulmans indiens. Les débats furent vifs, l'opposition soulignant que, pour la première fois dans l'histoire de l'Inde indépendante, une loi mettait de côté une communauté religieuse – les musulmans – en violation de l'article 14 de la Constitution, qui garantit le droit à l'égalité devant la loi. Qui pouvait croire en outre qu'un État musulman protège tous ses citoyens ? *Quid* des attaques sectaires visant la minorité chiite au Pakistan ? *Quid* des Rohingyas musulmans fuyant une Birmanie bouddhiste ne reconnaissant pas leur nationalité ? *Quid* des Tamouls sri-lankais réfugiés depuis des lustres au Tamil Nadu, hindous pour la plupart, ayant fui un État à majorité bouddhiste ?

Forts de leurs récents succès, et des réactions limitées suite à l'abolition de l'autonomie du Cachemire et au jugement sur Ayodhya, les leaders du BJP sous-estimèrent l'impact idéologique et politique de cette nouvelle loi. Certes les réactions en Assam étaient attendues. Les mani-

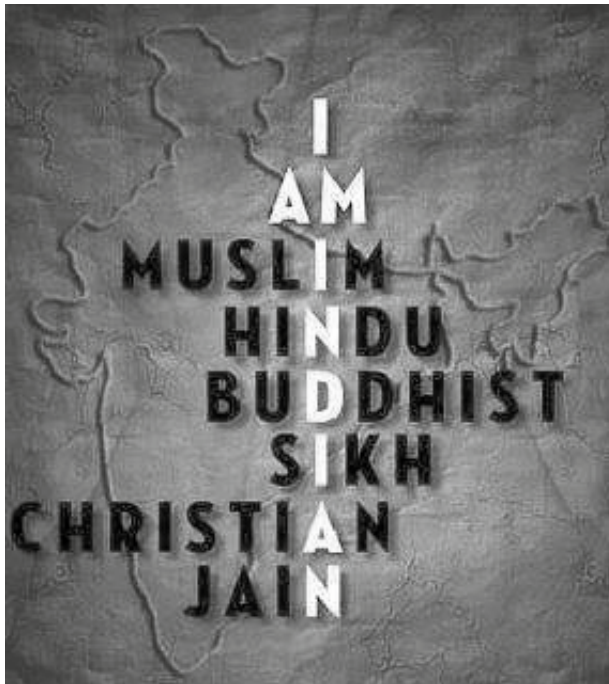
### L'impact politique de la nouvelle loi a été sous-estimé

festations, massives, relançaient un combat ouvert dès les années 1980, en dénonçant une violation de l'accord de 1985 qui donnait comme date d'entrée limite aux migrants autorisés 1971 (l'indépendance du Bangladesh), date désormais repoussée à 2014. Au-delà des Bangladeshis musulmans clandestins, le mouvement, d'essence identitaire, s'opposait à toute régularisation de migrants, hindous compris, afin de défendre l'ethnicité assamaise. La répression fut sévère, le couvre-feu imposé, et Internet coupé en certains lieux.

Les manifestations lancées à la Jamia Millia Islamia de New Delhi, et à l'Université musulmane d'Aligarh dès le 13 décembre, étaient d'une tout autre nature. La Jamia Millia Islamia, université publique essentiellement mais pas seulement musulmane, et la répression policière violente qui la frappa deux jours plus tard, diffusée sur les réseaux sociaux, donnèrent le ton à ce qui allait devenir une contestation nationale de la politique identitaire du gouvernement. Derrière l'amendement sur la citoyenneté excluant les migrants et les réfugiés musulmans, se profilait un autre objectif : l'établissement du Registre national des citoyens, vieux projet du BJP repris dans son programme électoral de 2019 sous le titre *Combattre l'infiltration*, que pourrait conforter la préparation, en liaison avec le prochain recensement décennal de 2021, d'un Registre national de la population. Ce qui avait été (mal) conduit en Assam allait donc s'étendre au pays entier : Amit Shah l'avait annoncé en avril.

Pour beaucoup, la menace était claire : le registre imposerait de prouver sa citoyenneté, mais avec quels documents s'il fallait remonter aux parents ou aux grands-parents ? La minorité musulmane se sentait visée. Les instances musulmanes traditionnelles avaient été discrètes sur le Cachemire et accommodantes sur Ayodhya. L'imam Bukhari de Delhi, comme le *dewan* d'Ajmer, Syed Chishti, grandes figures de l'islam indien, avaient suivi la rhétorique officielle, affirmant que la nouvelle loi ne concernait pas les musulmans indiens, et que rien n'était à craindre d'un éventuel Registre national des citoyens. Ils furent vite débordés.

Si des manifestations musulmanes d'ampleur – avec de nombreuses femmes – étaient une nouveauté, l'essentiel des protestations furent transreligieuses, en défense du sécularisme et de la Constitution. Gandhi et Ambedkar, « père » de la Constitution et leader des *dalits*, étaient tactiquement récupérés par le Sangh Parivar, qui s'était jadis opposé à eux. Leurs portraits étaient désormais brandis par les manifestants, comme le préambule de la Constitution, et un montage lettriste écrivant INDIAN avec le « i » de *Muslim*, le « n » de *Hindu*, le « d » de *Buddhist*, le « i » de *Sikh* ; le « a » de *Christian* et le « n » de *Jain* : l'Inde étant par essence non la terre du suprémacisme hindou, non le *Hindu Rashtra* auquel aspirait le Sangh Parivar, mais la terre de tous, par-delà les confessions religieuses.



Les partis d'opposition organisèrent leurs propres manifestations, chefs de gouvernement en tête dans certains États (Madhya Pradesh, Rajasthan, Bengale). Au Kerala, on vit siéger ensemble des adversaires de toujours : Front communiste au pouvoir et Front congressiste. Nombre de gouvernements d'opposition, et même des gouvernements d'alliés du BJP, annoncèrent qu'ils ne compileraient pas le registre des citoyens.

Mais le plus marquant fut l'étendue des manifestations sans leader politique, au-delà du fer de lance que constituaient les étudiants : le *sit-in* jour et nuit de Shaheen Bagh, près de la Jamia Millia, conduit essentiellement par des femmes du quartier ; les rassemblements dans de multiples villes du pays, du nord au sud, dont Mumbai, avec artistes et acteurs. Mumbai où le scénariste Varun Grover récita un poème contre le Registre des citoyens, devenu viral sur les réseaux sociaux : *Hum kagaz nahin dikhayenge* : « Nous ne montrerons pas nos papiers !<sup>13</sup> »

La violente répression (20 morts) conduite par Yogi Adityanath, chef du gouvernement BJP en Uttar Pradesh, ne fit que stimuler les protestataires, tout comme l'assaut du 5 janvier d'attaquants masqués contre l'université Nehru de New Delhi, sans que la police, présente aux portes du campus, n'intervienne, sauf à arrêter des victimes.

Présenté par le pouvoir comme fruit d'un malentendu ou d'une manipulation de l'opposition trompant la jeunesse, le mouvement, sans chef de file, se définit tout autrement, en écho au mouvement lancé par Gandhi en 1930 contre les Britanniques : mouvement non-violent de non-coopération, voire de désobéissance civile, luttant pour une certaine idée de l'Inde, conforme à celle des pères fondateurs.

Pour tenter de calmer le jeu, le Premier ministre déclarait le 22 décembre que rien n'était décidé quant au registre des citoyens, contredisant ses ministres dont l'un avait assuré qu'il serait établi sans demander les preuves écrites de nationalité. Le mouvement ne s'est pas arrêté pour autant, alors qu'une centaine d'anciens hauts fonctionnaires signaient une lettre ouverte dénonçant la nocivité des mesures prises ou envisagées<sup>14</sup>.

### **L'écho international des politiques de l'*hindutva***

Dès son arrivée au pouvoir en 2014, Narendra Modi a mené une active politique étrangère, voyageant beaucoup, sans dévier de façon nette de la

13. Sur le projet gouvernemental et la multiplicité des mouvements à travers le pays, voir le dossier «Secular Upsurge and Brutal Response», *Frontline*, vol. 37, n° 1, 17 janvier 2020, pp. 4-46.

14. Constitutional Conduct Group, «An Open Letter to the Citizens of India: India Does Not Need the CAA-NPR-NRIC», *The Caravan*, 9 janvier 2020, disponible sur : <[www.caravan.magazine.in](http://www.caravan.magazine.in)>.

tradition indienne de recherche d'autonomie stratégique : le rapprochement poursuivi avec Washington ne valait pas alliance formelle, et n'interdisait pas de parler à tous, Chine et Russie, Iran et Arabie Saoudite<sup>15</sup>. Certes, le discours durci contre le Pakistan, et la rétorsion militaire après le grave attentat de février 2019 au Cachemire, avaient donné à la campagne électorale un ton sécuritaire qui avait sans doute contribué à l'ample victoire de mai.

L'idéologie de l'*hindutva* n'empêchait pas de se rapprocher avec succès des pays du Golfe. Elle s'affichait plutôt dans le champ du *soft power*, obtenant de l'Organisation des Nations unies (ONU) la célébration annuelle du jour du yoga, ou glorifiant, dans les pays d'Asie, le bouddhisme né sur la terre indienne. L'émergence se poursuivait : si 2019 voyait la croissance indienne ralentir sérieusement, le pays n'en devenait pas moins la cinquième puissance économique du monde, dépassant à la fois la France et le Royaume-Uni. L'Inde de Modi guignait la troisième place à l'horizon 2032.

Les politiques engagées depuis août ont-elles terni cette image ? La réponse est à nuancer, selon les thématiques, selon les acteurs. En touchant au statut du Cachemire, territoire contesté, partagé entre Inde, Pakistan et Chine, New Delhi ne pouvait que s'attirer les foudres d'Islamabad. Imran Khan, Premier ministre pakistanais, mena de fait une vigoureuse campagne, nationale et internationale. Ses tweets furent tranchants – « Comme l'Allemagne a été capturée par les nazis, l'Inde a été capturée par un leadership et une idéologie du suprémacisme hindou fasciste et raciste » –, dénonçant « l'idéologie génocidaire et de nettoyage ethnique des pères fondateurs du RSS et du BJP ». Cette doctrine, ajoutait-il, « se répandra si la communauté internationale n'agit pas pour y mettre fin »<sup>16</sup>. Agitant le spectre d'une éventuelle guerre indo-pakistanaise, il ajouta au fil des jours que le Pakistan n'en serait jamais l'initiateur, et prit garde d'affirmer que les Pakistanais qui voudraient conduire un djihad au Cachemire feraient le jeu de New Delhi, qui accuserait le Pakistan « d'infiltrer des terroristes ».

Le message pakistanais, dénonçant une « annexion » du Cachemire et le sort fait à ses habitants, fut diffusé dans les grandes capitales ; au Conseil des droits de l'homme de l'ONU à Genève ; à l'Assemblée générale des Nations unies, mais aussi dans les médias de référence, le *New York Times* publiant une plaidoirie d'Imran Khan<sup>17</sup>. Grâce à la Chine, l'ONU fut saisie, mais la réunion du Conseil de sécurité sur le Cachemire, le 16 août, resta

15. J.-L. Racine, « Y a-t-il une géopolitique du nationalisme hindou ? », *Hérodote*, n° 173, 2019, pp. 7-28.

16. Imran Khan, tweets du 18 août 2019 @ImranKhanPTI.

17. I. Khan, « The World Can't Ignore Kashmir. We Are All in Danger », *The New York Times*, 30 août 2019, disponible sur : <[www.nytimes.com](http://www.nytimes.com)>.

## Sauf au Pakistan, des réactions internationales modérées

informelle, sans déclaration commune. Le Pakistan ne s'en réjouit pas moins de voir le sujet abordé pour la première fois depuis des décennies dans cette enceinte. Succès limité : faute de l'appui des autres membres permanents du Conseil, la Chine renonça, en décembre 2019 puis en janvier 2020, à organiser une deuxième réunion sur le sujet. Du reste, au lendemain du 5 août, elle avait surtout mis en garde l'Inde contre les effets de la réforme sur la ligne de contrôle séparant le Ladakh, indien, de l'Aksai Chin sous administration chinoise, et le sommet informel entre Narendra Modi et Xi Jinping, en Inde du Sud, en octobre 2019, n'avait donné lieu à aucun commentaire sur le Cachemire.

Comme beaucoup d'autres pays, la France resta prudente, considérant que la question cachemirienne devait être résolue entre Inde et Pakistan (sans aller jusqu'à proposer une médiation, comme le fit Donald Trump, évidemment sans succès). Emmanuel Macron avait maintenu l'invitation faite à Narendra Modi d'assister au G7 de Biarritz ouvert le 24 août, après un tête-à-tête à Chantilly. Dès le 14 août, le ministre des Affaires étrangères pakistanais avait toutefois, exceptionnellement, exprimé son amertume devant les réactions internationales, tant des membres permanents du Conseil de sécurité que des pays musulmans eux-mêmes, tous courtisant l'Inde, marché et terre d'investissements. Seuls parmi les pays musulmans, Turquie et Malaisie évoquèrent le Cachemire à l'Assemblée générale des Nations unies, s'attirant l'ire de New Delhi.

Après le Cachemire, Ayodhya et la loi sur les réfugiés excluant les musulmans eurent un écho accru, moins dans les chancelleries que dans certaines enceintes parlementaires, à commencer par le Congrès américain, le Département d'État rappelant pour sa part que « le respect de la liberté religieuse et l'égal traitement devant la loi » étaient « des principes fondamentaux »<sup>18</sup>. Lors des législatives indiennes, *Time* avait fait sa couverture internationale sur Modi, « diviseur en chef »<sup>19</sup>. Après la loi sur les réfugiés, le *New York Times* dénonça dans un éditorial une politique « marginalisant les musulmans et transformant l'Inde en patrie des hindous », ajoutant : « Ce n'était pas ce que l'Inde était supposée être<sup>20</sup>. » L'ampleur des manifestations attira d'innombrables récits et commentaires dans la presse étrangère.

18. « US State Department Urges India to Protect Rights of Religious Minorities », *The Hindu*, 13 décembre 2019, disponible sur : <www.thehindu.com>.

19. « India's Divider in Chief », *Time*, édition internationale, 20 mai 2019.

20. « Modi Makes Is Bigotry Even Clearer », *The New York Times*, 18 décembre 2019, disponible sur : <www.nytimes.com>.

En Inde même, des analystes s'inquiétaient des conséquences possibles de cette loi jugée discriminatoire, et de l'*hubris* du pouvoir, sur les relations avec des pays amis comme le Bangladesh et l'Afghanistan<sup>21</sup>, ou de l'inquiétude de la Chine devant les conséquences d'une hypothétique radicalisation de musulmans indiens sur les Ouïghours du Xinjiang<sup>22</sup>. L'*hubris* n'empêchait pas certaines précautions. Dans le programme électoral du BJP, les réfugiés chrétiens n'étaient pas inclus, ils le furent bientôt : signal aux pays occidentaux ? Le ministre des Affaires étrangères multiplia les voyages explicatifs, tandis que les ambassades relayaient l'argumentaire de la loi sur les réfugiés<sup>23</sup>.

### La révolution culturelle n'aura pas lieu ?

D'évidence, le succès d'ampleur inattendu du BJP aux législatives de 2019 a été perçu par le pouvoir comme un appui à la ligne idéologique du nationalisme hindou. Dès lors, au-delà des signaux du premier mandat, ce sont les objectifs emblématiques qui ont été choisis, et rapidement atteints pour deux d'entre eux : le Cachemire, et Ayodhya. En dépit de la vindicte pakistanaise, des initiatives chinoises à l'ONU, et des commentaires inquiets formulés en Inde ou à l'étranger, le pouvoir s'est prévalu de ces mesures, toujours réaffirmées comme strictement internes au pays et contribuant, selon les termes du Premier ministre et de ses partisans, à « l'unité de la nation ».

Puis vinrent la loi sur les réfugiés non musulmans, et le projet d'un Registre national des citoyens. Inattendue, la riposte protestataire fut massive à travers le pays. Éclatait ainsi le profond débat qui agite le pays aujourd'hui entre des visions contradictoires, deux conceptions de la nation. La « nouvelle Inde », vantée par Modi, n'est pas seulement une puissance en marche : elle est un projet idéologique, porté par les organes du nationalisme hindou. Derrière la stratégie visant à retrouver la grandeur passée, voire à redevenir le gourou du monde, la tactique a été rodée lors du premier mandat : les plus ultras ont le champ libre, le Premier ministre calmant le jeu quand nécessaire. Le choc protestataire, quant à lui, ne dénonce pas seulement un national-populisme, il s'oppose à l'hégémonie d'une majorité définie en termes religieux, pour en revenir aux valeurs affichées après 1947. Il récuse la manière de révolution culturelle, nationaliste et civilisationnelle, à laquelle appelle, en termes choisis, le chef du RSS<sup>24</sup>.

21. R. Rajagopalan, « Modi Govt Thinks CAA Protest's Won't Hurt India's Global Image. It Needs a Reality Check », *The Print*, 23 décembre 2019, disponible sur : <<https://theprint.in>>.

22. A. Aneja, « China Fears CAA Could Have Repercussions in Xinjiang », *The Hindu*, 13 janvier 2020, disponible sur : <[www.thehindu.com](http://www.thehindu.com)>.

23. « Loi de 2019 modifiant la loi sur la citoyenneté », Paris, Ambassade de l'Inde, 19 décembre 2019.

24. « Summary of the Address by Dr Shri Mohan ji Bhagat on Sri Vijayadasami Utsav 2019 », RSS, 8 octobre 2019, disponible sur : <[www.rss.org](http://www.rss.org)>.

L'ampleur des manifestations, et les hésitations du pouvoir, n'en rendent pas moins l'avenir incertain. Fins politiques, Narendra Modi et Amit Shah peuvent choisir un repli tactique, ou avancer leur agenda idéologique sans aller jusqu'à proclamer la « nation hindoue » chère au Sangh Parivar, ce qui impliquerait d'amender profondément la Constitution. Le BJP dispose encore d'une base électorale puissante, et l'opposition reste trop divisée. Cette politique identitaire affecte-t-elle l'image de l'Inde<sup>25</sup> ? Ou trouve-t-elle, au-delà des impératifs de réalisme qui gouvernent les relations entre États, un écho dans un monde où s'affirment hommes forts, nationalismes identitaires et risque de démocraties illibérales ? À New Delhi, le 26 janvier 2020, jour de la République, anniversaire de la Constitution, l'hôte d'honneur des célébrations indiennes était Jair Bolsonaro.



---

### Mots clés

Inde  
BJP  
Cachemire  
Nationalisme hindou

---

25. M. Pritam, « India's Domestic Troubles Are the Greatest Problem for Its Foreign Policy », *The Diplomat*, 8 janvier 2020, disponible sur : <<https://thediplomat.com>>.